

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 Saint-Etienne

Saint-Etienne, le 31 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VERALLIA FRANCE (ST GOBAIN EMBALLAGE)

place de la Verrerie
42610 Saint-Romain-le-Puy

Références : UID4243-EAR-23-261
Code AIOT : 0006103493

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 juillet 2023 dans l'établissement VERALLIA FRANCE (ST GOBAIN EMBALLAGE) implanté Place de la Verrerie 42610 Saint-Romain-le-Puy. L'inspection a été annoncée le 20/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite au passage en "alerte sécheresse" du secteur géographique dans lequel est implanté l'entreprise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERALLIA FRANCE (ST GOBAIN EMBALLAGE)
- Place de la Verrerie 42610 Saint-Romain-le-Puy
- Code AIOT : 0006103493
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Verallia est autorisé à exploiter les installations de « fabrication du verre » par arrêté préfectoral du 30 janvier 2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les prélèvements d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	/	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7	/	Sans objet
4	Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.1.1	/	Sans objet
5	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 21	/	Sans objet
6	Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.1.1	/	Sans objet
7	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I	/	Sans objet
8	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/01/2017, article 4.3.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris du retard dans la constitution de son plan de sobriété hydrique. Il doit être en mesure de démontrer qu'il a apporté une réflexion sur l'utilisation de l'eau sur son site et doit pouvoir démontrer les économies faites avec précision.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 et AP Cadre sécheresse de la Loire du 18/04/202342
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre sécheresse et AM
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : AP Cadre Sécheresse du 18/04/2023 : Cas général : réduction de la consommation d'eau : <ul style="list-style-type: none">- moins 25 % en alerte,- moins 50 % en alerte renforcée,- arrêt en crise Sauf si exemption (dont plan de sobriété hydrique) : à démontrer et justifier AM du 30/06/2023 si exemption des dispositions de l'arrêté préfectoral cadre) : Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci- après, aux dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">– vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site;– alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;– alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;– crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
Constats : L'exploitant a connaissance des dispositions de l'arrêté préfectoral cadre "sécheresse" applicable pour le département de la Loire. A la date de la visite objet du présent rapport, la zone hydrographique Forez-Ance-Mare-Bonson dans laquelle se trouve le site est placée en situation d'alerte (arrêté préfectoral du 18 juillet 2023). Le reste du département reste en vigilance. Afin d'être exempté des dispositions générales imposant une réduction progressive des prélèvements (- 25%, -50% et arrêt), l'exploitant a répondu au questionnaire de la DREAL le 19 juin 2023 et a indiqué vouloir bénéficier du régime d'exemption "prélèvements réduits au minimum". Il s'était engagé à constituer un plan de sobriété hydrique (PSH).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les opérations exceptionnelles fortement consommatrices d'eau doivent être reportées.</p> <p>Sont exemptées de toute restriction les entreprises qui répondent à l'un des critères suivants :</p> <p>1) Pour toutes les entreprises : consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000m³/an et consommation totale inférieure à 7000m³/an (consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000m³/an dans le milieu + consommation sur le réseau d'eau potable) ; une utilisation économe de l'eau est néanmoins mise en œuvre pour ces activités.</p> <p>2) Pour les ICPE uniquement : celles dont les prélèvements sont déjà réduits au minimum (b). Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production. Pour les ICPE, des informations détaillées sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes et en particulier à l'adresse https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/eau-r3762.html</p>
<p>Constats : Comme mentionné au point de contrôle précédent, l'exploitant a indiqué vouloir bénéficier du régime d'exemption "prélèvements réduits au minimum" et s'est engagé à constituer un plan de sobriété hydrique (PSH). Au cours de la visite, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter le PSH prévu. Mais en lien avec les items du PSH, les échanges tenus au cours de la visite ont permis de collecter les informations suivantes :</p> <p><u>I - diagnostic des consommations :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas, le jour de l'inspection, la maîtrise de l'origine des approvisionnements en eau (eau de surface, AEP....). Un Synoptique de la répartition des prélèvements en eau (réseau public, eaux souterraines et eau du canal) dans les différents ateliers a été présenté ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'eau de ville est utilisée pour les sanitaires et pour la centrale d'eau osmosée. Cette eau osmosée sert dans le process de fabrication (pulvérisation avec lubrifiant), dans le traitement à froid après l'arche de cuisson et pour la mise à niveau des chaudières vapeur ; - les eaux du puits (eaux souterraines) sont utilisées pour alimenter le bassin d'eau industrielle et les TAR, qui sont elles mêmes utilisées pour le refroidissement des électrodes en points bas du four, pour l'étanchéité du four et pour les compresseurs ; - l'eau du bassin d'eau industrielle, provenant à la fois de l'eau de pluie et du canal, d'un volume de 900 m³, est utilisée pour le process, permet un meilleur mélange des composants (dans la mélangeuse) ; - l'eau du canal du Forez (qui n'est pas une réserve constituée) alimente le réseau d'eau incendie (RIA , PIA sans réserve de stockage) et les TAR ; - les RIA ne sont pas utilisés qu'en cas d'incendie. Ils servent aussi sur certaines machines pour

assurer le glissement du verre vers le racleur, et sont utilisés pour les réparations des four lors des interventions de maintenance ;

- l'excédent des purges chaudières et les purges de TAR vont dans le bassin calcin ;
- le bassin « eau calcin » (490 m³) : les eaux contenues dans ce bassin servent à refroidir le verre tombé dans les racleurs. Elles sont en circuit fermé et se chargent petit à petit de boues qui arrivent à boucher les canalisations. Il existe des circuits de recirculation mais les volumes ne peuvent pas être évalués.

Le volume d'eau consommé quotidiennement étant supérieure à 100m³, l'exploitant relève les compteurs d'entrées journalièrement comme le prévoit son arrêté. Cependant la répartition chiffrée sur chaque activité (TAR, Local osmoseur, , RIA, ...) n'est pas évaluée. L'exploitant indique avoir installé une vingtaine de compteurs intermédiaires pour lesquels des relevés mensuels sont faits. Un relevé automatisé est programmé sur ces compteurs intermédiaires afin de suivre précisément les consommations.

Au niveau des rejets, 2 rejets sont identifiés :

- les eaux de calcin vers le Montferrand
- les eaux usées dont les eaux du bassin d'eau de calcin, des sanitaires, et du bassin d'eau industrielle après passage dans un filtre à sable vers les réseaux de égouts publics. Les volumes de rejets mensuels peuvent aller de 1500 m³ à 7500m³ selon les relevés des 7 premiers mois de l'année 2023.

II - Indicateurs de production/MTD:

Les activités relèvent du Bref verrier GLS. Un travail d'analyse avec le Bref existant et les Brefs transversaux est toutefois à conduire pour comparer la situation de l'entreprise aux meilleures techniques disponibles en matière d'économies d'eau.

Si aucun indicateur n'est présenté dans les Brefs, l'exploitant pourra utiliser l'indicateur « volume d'eau utilisé en fonction de la tonne de verre fondu » ou, à défaut, « volume d'eau utilisé en fonction du chiffre d'affaire » pour démontrer la réduction opérée sur les consommations

III - Recensement des actions de réductions :

L'exploitant a présenté un tableau d'une trentaine d'actions qui permettent de réduire la consommation d'eau . Les exemples sont:

- entretien des installations, avec remplacement des pompes ; (en cours)
- service technique : attaque des fuites, et action sous traitants immédiate ; (en cours)
- automatisation des Relevés des compteurs ; (en cours)
- séparation des réseaux des tar pour optimisation ; (en reflexion)
- travail sur les décompressions des TAR. (en reflexion)

Observations :

Non-conformité :

L'exploitant contrairement à son engagement n'a pas été en capacité de présenter un PSH argumenté permettant de justifier que les prélèvements sont réduits au minimum et lui permettant de bénéficier des exemptions associées en période d'alerte sécheresse. Considérant toutefois que, d'une part, l'exploitant a mis en œuvre des mesures structurelles visant à réduire les consommations d'eau, et, d'autre part, que la zone n'est pas encore passée en alerte enforcée, il n'est pas proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire applications des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Toutefois, il est demandé à l'exploitant de réaliser le PSH qu'il s'est engagé à établir **sous un délai maximum de 8 jours**.

L'exploitant a indiqué qu'une commande avait été passée pour une prestation extérieure et que le document serait à disposition mi-septembre 2023. Si l'exploitant attend ce délai pour transmettre à l'inspection le document demandé, il ne pourra pas prétendre bénéficier du critère d'exemption demandé et devra respecter les mesures générales de réduction des prélèvements prévues par l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 18 avril 2023.

Le PSH devra en outre être complété et argumenté de la façon la plus exhaustive possible, et devra dans tous les cas contenir les éléments correspondants aux "minimums requis" tel que cela est mentionné dans la présentation disponible sur le site internet de la DREAL (https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/202303-contenu_psh.pdf)

L'exploitant justifiera donc dans le délai susmentionné de la réalisation de ce PSH ou à défaut justifiera du respect des baisses de consommations prescrites dans l'arrêté cadre sécheresse du 18/04/2023.

Ce PSH inclura les réponses aux demandes suivantes :

- que le « mode dégradé » qui conduit au rejet des eaux de calcin direct au cours d'eau soit défini ;
- que le relevé automatisé des sous compteurs soit effectif afin de suivre les usages de l'eau avec précision et que la détection des fuites soient rapidement mise en évidence ;
- que soient listées les actions déjà réalisées sur ces dernières années et que soient justifiées pourquoi l'exploitant prétend à une adaptation justifiée par une réduction au minimum des consommations ;
- qu'un travail soit fait pour que le réseau d'eau incendie (utilisation des RIA) ne soit plus utilisé sur le process, notamment pour l'utilisation au niveau des goulottes, ou, à défaut que cette utilisation soit mesurée et qu'elle n'entrave à aucun moment la disponibilité et les besoins du site au titre de la protection incendie ;
- que les codes des masses d'eau associées soient déterminés ;
- que soient identifiés les volumes nécessaires à la sécurité de l'outil de travail afin de définir le volume de référence nécessaire au calcul des pourcentages de réduction.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Au cours de la visite, l'exploitant a été en capacité de présenter : <ul style="list-style-type: none">• des plans des réseaux à jour au format papier (notamment réseau d'évacuation des effluents),• un schéma et un croquis présentant la distribution de l'eau à l'intérieur de l'entreprise, le positionnement des compteurs et les principaux types d'usages par atelier.
Observations : Les plans ont été fournis à l'inspection , cependant un pourcentage de répartition vers les différents ateliers est nécessaire afin de pouvoir justifier de la réduction au minimum des consommations Délai : 8 jours
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : Réseau public: 17 000 m ³ Nappe phréatique : 65 000 m ³ Canal du forez : 20 000 m ³
Constats : Les volumes déclarés au titre de l'année 2022 : <ul style="list-style-type: none">- prélèvement sur le réseau d'alimentation en eau potable (donnée Gerep) : 12 186 m3 ;- prélèvement sur le réseau d'eaux souterraines (donnée Gerep) : 49 112 m3 ;- prélèvement sur le réseau du canal du Forez (donnée Gerep) : 28310 m3. Pour 2023 , point de situation à mi-année (30 juin 2023) : <ul style="list-style-type: none">- prélèvement sur le réseau d'alimentation en eau potable : 6875 m3;- prélèvement sur le réseau d'eaux souterraines : 25775m3- prélèvement sur le réseau du canal du Forez : 7427 m³. Suite aux dépassements des prélèvements dans le canal du Forez en 2022, l'inspection avait demandé à l'exploitant de contacter le SMIF pour examiner une réévaluation de son autorisation de prélèvement dans le Canal du Forez.
Observations : L'exploitant doit échanger avec le SMIF et apporter les conclusions à l'inspection. Délai : 31/10/2023
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure débit prélevé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment le refroidissement en circuit ouvert est interdit sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral sur la base d'éléments justificatifs présentés par l'exploitant montrant l'impossibilité ou la grande difficulté d'un refroidissement en circuit fermé.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application du décret du 24 septembre 1992 susvisé. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie.</p> <p>Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau, en particulier dans les zones de répartition des eaux définies en application du décret du 29 avril 1994 susvisé. Ils sont compatibles avec les dispositions du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe. Ces niveaux de prélèvement (y compris les quantités maximales mentionnées au deuxième alinéa du présent article) doivent prendre en compte, en cas d'incident exceptionnel, les quantités minimales nécessaires à la mise en sécurité des équipements de production jusqu'à leur arrêt si nécessaire, en définissant la procédure de mise en sécurité et de maintien de l'outil.</p>
Constats : Les RIA sont utilisés sur des opérations liées au process et non sur une situation d'urgence.
Observations : L'exploitant doit mettre en place un réseau d'eau spécifique au refroidissement du verre lors des changements de teinte. Délai pour fournir un plan d'action : 31/09/2023 Il doit dans l'attente des modifications, être en mesure d'estimer le volume d'eau utilisé pour cette action et s'assurer, par une procédure à écrire et diffuser, que les RIA sont fermés une fois les opérations terminées. Délai : immédiatement
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau et mesures des volumes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /jour, hebdomadairement si le débit est inférieur à 100 m ³ /jour. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection du 18/10/2022, l'inspection avait noté que des relevés informatisés des compteurs devaient être mis en place au premier semestre 2023 (prélèvements supérieurs à 100m ³ /j) ; Les compteurs d'entrées sont relevés quotidiennement par un opérateur. A ce jour, l'automatisation n'est pas encore effective. Des compteurs intermédiaires ont été installés et la consommation est relevée de façon hebdomadaire.
Observations : L'exploitant respecte l'arrêté préfectoral qui régit le site puisqu'il relève les prélèvements quotidiens dans un registre en entrée d'usine. Cependant, L'exploitant doit réfléchir sur : <ul style="list-style-type: none">- la position judicieuse des compteurs intermédiaires ;- la fréquence des relevés des compteurs intermédiaires pour avoir un état des lieux et un suivi pertinent de sa consommation d'eau. Délai : plan d'action à fournir au 15/09 puis les actions devront être intégrées dans le PSH.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure débit prélevé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : 1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées.
Constats : Un bilan chiffré sur les consommations d'eau doit être transmis à l'inspection par type de prélèvement d'eau (canal, eaux souterraines ou eau potable) et par poste (osmoseur, alimentation des TAR, bassin de calcin, ...) afin de définir les volumes liés à la sécurité des installations.
Observations : L'exploitant doit identifier les volumes d'eaux nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population afin de pouvoir identifier le volume de référence à partir duquel les réductions de 5, 10 et 25 % seront calculés (ou à défaut 25, 50 et 100% dans l'hypothèse où le PSH est absent). Ces éléments seront intégrés dans le PSH.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/01/2017, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des consommations / Rejet spécifique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point de rejet 1 : eaux sanitaires - débit journalier 30m3/j – sans traitement dans le reseau communal Point de rejet 1 bis : eaux industrielles - débit journalier 50m3/j – traitement debourbeurs-deshuileurs dans le reseau communal Point de rejet 2 : eaux calcins - débit journalier par bachée – traitement débourbeurs-deshuileurs dans le ruisseau Montferrand
Constats : L'agent responsable des réseaux d'eau était absent le jour de l'inspection. L'exploitant ne sait pas expliquer comment les eaux issues du bassin « eau de calcins » peuvent se retrouver dans le ruisseau "Le Montferrand" car il ne sait pas à quoi correspond le mode dégradé défini dans l'arrêté préfectoral. Sur le relevé des consommations d'eau, sur le rejet N°27, le chiffre indiqué n'est pas un volume d'eau en m ³ mais un nombre d'heure de fonctionnement de la pompe.
Observations : L'exploitant devra : - définir et justifier ce qu'est un fonctionnement en mode dégradé; - renseigner dans son tableau des consommations en m ³ (et non en heures de fonctionnement) et justifier des volumes d'eau rejetés. Délai : 8 jours
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet